

Brexit : « Chacun doit faire une partie du chemin »

Le ministre britannique Dominic Raab met en garde les Européens contre l'échec des négociations de sortie de l'UE

LONDRES - correspondant

Nous sommes près du but. La balle est dans votre camp, Européens du continent. A vous de faire le dernier pas, si vous voulez éviter l'impasse. » A quelques semaines de la période butoir des négociations sur le Brexit - novembre -, à l'avant-veille du sommet européen informel de Salzbourg (Autriche), le nouveau ministre britannique du Brexit, Dominic Raab, a adressé en substance ce message lors d'un entretien accordé, lundi 17 septembre à Londres, à plusieurs correspondants de la presse écrite étrangère.

M. Raab, 44 ans, a été nommé en juillet après la démission de David Davis, opposé au « plan de Chequers » de Theresa May. Cette proposition, adoptée par le gouvernement le 6 juillet depuis la résidence de campagne de la première ministre britannique de Chequers, prévoit le maintien dans le marché unique européen pour les marchandises.

Après avoir longtemps milité pour un « Brexit dur » - une rupture nette avec l'Union européenne (UE) -, voilà ce juriste brillant chargé de négocier la version modérée pour laquelle a finalement opté Theresa May, après s'être heurtée au refus unanime des Vingt-Sept du « picorage » (« cherry picking ») par Londres des avantages de l'UE.

« Nous avons fait des compromis et montré de l'ambition », assure le ministre, tirant argument de la fronde des europhobes du Parti conservateur. Autour de l'ancien ministre Boris Johnson, ces derniers ont déclaré qu'ils refuseraient le « plan de Chequers » au Parlement. « L'UE doit en faire autant. Nous avons besoin de la même ambition et du même pragmatisme des deux côtés. Chacun doit faire une partie du chemin. »

Alors que l'UE critique vivement les propositions de la première ministre britannique, qui opèrent une distinction entre les marchandises - maintenues dans le marché intérieur européen - et les services - sur les-

quelles Londres serait libre de « diverger » -, M. Raab les présente comme une ultime possibilité avant l'impasse catastrophique du « no deal », qui verrait le retour des barrières douanières.

« L'accord se fera autour des principes [du « plan de Chequers »] ou

« Je ne dirai jamais qu'il n'existe aucune marge de flexibilité sur aucun sujet »

DOMINIC RAAB
ministre britannique du Brexit

sinon, le risque d'un no deal augmentera, ce qui serait mauvais pour les deux côtés [le Royaume-Uni et les Vingt-Sept]. La balle est un peu dans l'autre camp à présent. D'ici à novembre, nous pouvons parvenir non seulement à un accord de séparation, mais poser les fondations d'une relation stable et durable », assure M. Raab.

Les discussions piétinent

La négociation de l'accord de divorce est largement avancée, sa conclusion restant suspendue à une solution pour gérer la frontière entre l'Irlande du Nord (province britannique) et la République d'Irlande (membre de l'UE). Mais les discussions piétinent en revanche sur la nature des futures relations (commerce, immigration, etc.), qui doivent être précisées après que Londres aura formellement quitté les instances de l'UE, le 29 mars 2019. Extraordinairement complexes, elles doivent en principe aboutir d'ici à la fin de la période de transition (fin 2020) pendant laquelle le Royaume-Uni restera dans le marché unique européen. Mais les Britanniques souhaitent que les Vingt-Sept s'engagent dès à présent sur un cadre général de ces « relations futures » qui, dans leur esprit, doit correspondre au « plan de Chequers » de M^{me} May.

« C'est la seule option crédible qui résout la question de la fluidité des

relations commerciales et celle de l'Irlande du Nord », assure le ministre, qui se présente en bon élève des négociations, toujours à l'écoute du point de vue de Michel Barnier, le chef des négociateurs de l'UE, et qui met en avant constamment son propre « pragmatisme » : « Je ne dirai jamais qu'il n'existe plus aucune marge de flexibilité sur aucun sujet, même si nous approchons la onzième heure des négociations. »

Alors que la majorité des Britanniques doutent de la conduite des négociations par Theresa May, le

ministre du Brexit en appelle aux Vingt-Sept : « Si un mouvement se fait dans notre direction, vous verrez que nous saurons mobiliser l'opinion non seulement chez nous, mais à l'étranger, en faveur de la conclusion de l'accord. »

Même sur la question cruciale de la frontière irlandaise, M. Raab met en avant sa marge de « flexibilité ». Certes, le gouvernement britannique n'acceptera jamais une frontière formelle entre la Grande-Bretagne et l'Irlande du Nord qui « mettrait en cause l'intégrité du royaume ». Mais il reconnaît en même temps l'impossibilité d'en recréer une entre la République et

l'Irlande du Nord, sous peine de menacer la paix civile.

Mais M. Raab ne balaie pas les dernières propositions prêtées par le *Financial Times* à Michel Barnier, tendant à exercer des contrôles douaniers dans les ports de Grande-Bretagne par des Britanniques sur le trafic à destination de l'Irlande du Nord. « Je serai prudent, car il s'agit d'une négociation, mais je pense que nos propositions sur la possibilité de contrôles en dehors de la frontière terrestre [entre les deux Irlandes] ont pu être utiles. »

Une déclaration politique non contraignante doit être adjointe à l'acte de divorce. Dominic Raab souhaite que ce texte soit le plus précis possible. Sinon, menace-t-il, l'opinion britannique risque de désapprouver l'accord de sortie.

S'il venait à être rejeté par le Parlement à la fin de cette année, risque non négligeable étant donné la division des conservateurs, cela

ne conduirait pas à un deuxième référendum, jure le ministre. « Nous ne le faciliterions pas », insiste-t-il, alors que certains européens espèrent qu'un vote négatif par Westminster conduirait à une nouvelle consultation.

« Besoin d'unité »

Pour M. Raab, le choix actuel est « binaire » : soit le « plan de Chequers », soit un catastrophique « no deal ». Dans ce cas, Londres ne paierait pas en totalité sa dette à l'UE. « Et il y aurait d'énormes pressions pour que nous ne la payions pas du tout », menace le ministre.

« Cela doit être clair aussi du côté de l'UE », insiste M. Raab. Alors qu'on dit la chancelière allemande, Angela Merkel, tentée par une déclaration floue sur les relations futures et remettant les dossiers épineux à plus tard afin d'assurer le vote de l'accord de retrait, le ministre du Brexit met en garde : « Nous avons besoin d'une direction et d'engagements clairs pour avancer vers la relation future. Autrement, ce sera plus difficile d'obtenir le vote des députés » britanniques.

La France est souvent présentée au Royaume-Uni comme désireuse de « punir » les Britanniques pour le Brexit. Mais Dominic Raab refuse de voir les Français comme les « bad cops » des négociations. « Je ne vais pas choisir mes pays européens préférés, plaisante-t-il en référence au « cherry picking » reproché aux Britanniques. Nous avons besoin d'unité dans les objectifs. Nous sommes de vieux amis et nous voulons un nouveau partenariat, axé sur ce que nous avons en commun, du commerce à la sécurité en passant par la culture. »

Alors que la ministre française chargée des affaires européennes, Nathalie Loiseau, vient d'affirmer, à Londres, que le Brexit ne pouvait pas être gagnant des deux côtés, Dominic Raab insiste sur les « chances » qu'offre le divorce « pour les relations commerciales et le niveau de vie et de sécurité de chacun ». A condition que les négociations débouchent sur un « partenariat solide avec le Royaume-Uni » et ne se limitent pas à... « un marchandage ». ■

PHILIPPE BERNARD